



La conférence de presse du 22 septembre à Madrid*
Pour ceux qui n'ont pas eu droit à la justice

ESPAGNE

Le cadavre bafouille

A dix jours de distance, Jean Lacouture a pu mesurer la vitesse à laquelle le régime franquiste se décompose, dans une frénésie de violence

■ Sept heures à Madrid, ce n'est pas long. Mais ce peut être instructif certains jours, dans certaines périodes et quand certaines procédures « *in vivo* » démasquent le système. Faut-il un long examen pour reconnaître sur un visage les stigmates de l'agonie ? Pour le visiteur inopinément revenu huit jours après une enquête, les progrès de la gangrène, manifestés par les signes les plus divers, paraissent foudroyants. Les mêmes observateurs locaux qui parlaient, vers le 10 septembre, de « *blotage* », parlaient dix jours plus tard de « *désintégration* ».

On n'évoquera qu'à titre d'exemple les périodes d'une mission abrégée par les autorités franquistes, mais qui fut accomplie. Il s'agissait, pour Yves Montand, Michel Foucault, Claude Mauriac, Costa-Gavras, Régis Debray, le R.P. Laudouze et moi-même, de remettre, sur place, à la presse espagnole et internationale un message demandant le respect des règles fondamentales de la justice. Ce message fut lu par Yves Montand à vingt journalistes représentant la plupart des moyens d'expression tolérés en Espagne, et distribué en mains propres avant d'être saisi par les argousins. Certes, le contact avec la « brigade politico-sociale » de Madrid et ses fourgons cellulaires est instructif, exemplaire bégaïement d'un système répressif étendu, comme un organisme humain, par ses excès. Mais aucun des messages collectifs du texte signé par Malraux,

* Michel Foucault, Yves Montand, Claude Mauriac, Jean Lacouture et, debout, de g. à d., Costa-Gavras, Régis Debray et le R.P. Laudouze.

Sartre, Aragon, Mendès France et François Jacob, aucun de ceux que le journal phalangiste « *Arriba* » appelait le lendemain « *les sept mercenaires* » n'a cru accomplir un acte militant, ni prendre de grands risques. Quant aux risques que cette opération faisait courir aux confrères invités à la conférence de presse de la Torre de Madrid, ils les ont jugés à la fois librement acceptés par les intéressés et justifiés par l'urgence extrême, l'angoisse où vivent les condamnés et les leurs au moment où arrivait à Madrid le bourreau de Séville, venu monter et essayer l'effrayant instrument du supplice.

Etranges carences

Ce qui nous paraît plus intéressant, c'est de tirer les enseignements de cette brève plongée dans la machinerie répressive du franquisme, et les contacts brefs mais éloquents dont elle fut l'occasion. Il est frappant de constater combien, au moment où les sbires prétendent imposer le silence, les langues se délient. A regarder fonctionner ce système, à écouter ces hommes encerclés par la même police, à faire face, entre deux haies de gendarmes, à une foule madrilène, on apprend bon nombre de choses que la simple enquête professionnelle, « *objective* », ne dévoile guère. Un mot révèle l'ensemble de la situation : mieux que celui de contradiction, celui de convulsion. La formule fameuse de Barrès, « *le cadavre bafouille* », semble faite pour évoquer le manèment, par ce régime sénile et courroucé, de la moindre affaire.

La nôtre, par exemple. Pour qu'un système

policier laisse tranquillement pénétrer sur son sol sept personnes, dont plusieurs communications téléphoniques internationales et divers contacts entre organes d'information de Madrid avaient révélé les intentions, puis leur permette de s'adresser au peuple, dans un lieu très public, à une audience importante, et n'intervienne ensuite qu'une fois ce projet hasardeux réalisé, il faut que d'étranges carences, ou d'étranges contradictions, ou d'étranges complicités (inconnues des intéressés) dérèglent la machine. Sont-ils si nuls, ces policiers frankistes, ou si essouffés, ou infiltrés par des services qui jouent de ces contradictions pour mieux pousser vers sa tombe ce pouvoir qui, aux yeux d'un Henry Kissinger, par exemple, asphyxie abusivement et isole l'Espagne ? Quelle fraction du pouvoir, ou quelle puissance protectrice abondamment représentée dans tels ou tels services joue ainsi la politique du pire jusqu'à un niveau aussi modeste — une politique qui a culminé, ce jour-là, dans le traitement infligé aux confrères qui assistaient à notre conférence de presse ?

Silence sur Paul VI

Alors que les mesures prises à notre encontre étaient prévisibles et banalement adaptées à notre comportement, évidemment illégal, que dire de ce qui fut infligé à des journalistes professionnels, pour la plupart étrangers, venus écouter en silence la lecture d'un message arrivé de loin : isolés de nous par la force, parqués puis poussés hors de la salle, ils furent introduits, menottes aux poignets, dans un autre fourgon cellulaire et longuement insultés par leurs gardiens. Ceux qui avaient sur eux leur carte de presse furent relâchés au bout de deux heures. Les autres furent conduits à la Puerta del Sol, dans les locaux de la Sécurité qui évoquent, pour tous les Espagnols, ceux de la rue des Saussaies sous l'Occupation, et gardés jusqu'à la nuit. Traiter ainsi les représentants des plus grands journaux anglais, américains, français, italiens, suédois à quelque chose de suicidaire. Le franquisme n'a certes plus à présenter ses lettres de violence. Mais, ici, on est au-delà, dans l'ataxie et le vertige d'autodestruction.

Contradictions ? Les moindres épisodes en révèlent à tous les niveaux. Au moment où l'on nous poussait dans les ascenseurs de l'hôtel pour nous conduire vers le « panier à salade », Costa-Gavras, avisant le gros pistolet que portait sur sa hanche l'un de nos accompagnateurs, lui fait observer que c'étaient là de bien gros moyens pour un groupe de personnes peu enclines à la violence. Et l'autre : « *Oh, ne craignez rien, nous sommes presque vos amis...* » Mais quand, une heure plus tard, dans les locaux de police de l'aéroport de Barajas, Yves Montand s'avisait d'adresser un bonjour à l'un de nos gardiens, celui-ci se redressa, l'air mauvais : « *Je ne vous connais pas, vous* »...

Contradictions dans le sens du recul ? Ainsi l'étrange traitement accordé à l'appel lancé samedi par Paul VI en faveur de la grâce des condamnés. Pendant vingt heures, c'est le silence à la radio et à la télévision. Puis, lundi matin, n'est mentionné de ce texte que le passage condamnant la « *violence des terroristes* ». Enfin, lundi soir, « *Pueblo* », organe du franquisme dur, met en exergue, en tête d'une page intérieure, l'appel à la clémence.

Contradictions dans le sens du raidissement ? Ainsi les changements de procédure entre les deux procès de la caserne du Goloso, celui du 11 et celui du 17 septembre (où furent condamnées les deux femmes du F.R.A.P.). Lors du premier procès, le président, un colonel, avait laissé les accusés parler des tortures qu'ils avaient endurées, et leurs avocats pré-

L'APPEL DES SEPT

■ Le temps presse... Depuis mardi dernier, le bourreau de Séville, l'un des trois étrangers officiels de l'Espagne, était arrivé à Madrid. Six hommes et femmes pouvaient être garrottés d'un jour à l'autre. Et ils ont été condamnés hors de toute justice — sans règle, sans preuve, sans défense. Au procès de cinq d'entre eux, les avocats avaient été expulsés par le tribunal et remplacés, dans l'heure, par des officiers.

Nous sommes allés porter à Madrid une protestation contre ce déni de justice. Il fallait essayer de franchir la censure qui contraint la presse espagnole à masquer ou à déformer le sens des messages les plus solennels quand ils demandent la clémence. Il fallait tenter de s'adresser directement aux hommes et aux femmes de là-bas : le visage de ceux — il y en avait plusieurs

centaines — qui, sur la place d'Espagne, derrière les cordons de police et les voitures cellulaires, ont assisté à notre expulsion nous montrait bien que nous n'étions pas seuls.

Il fallait être écoutés aussi de tous ceux dans le monde qu'une même indignation soulève. Et de quel lieu être entendu au plus loin, sinon du cœur même de l'Espagne, en dépit et à cause du silence qu'on lui impose. Les journalistes étrangers qui nous ont écoutés, la police a bien pu les emmener, menottes aux poignets : chacun a transmis à son pays le message que nous portions. Qu'ils en soient remerciés.

Les dockers d'Italie et de France refusent de décharger les navires espagnols. Il est possible de gêner, physiquement, matériellement, économiquement, politiquement, le régime franquiste. Il est possible de lui mon-

trer que les choses seront difficiles pour lui tant qu'il ne sera pas revenu sur ces condamnations ; et qu'elles seraient beaucoup plus difficiles encore s'il lui arrivait d'exécuter l'une d'entre elles. Il y a bien des moyens de s'en prendre au franquisme de manière pressante et efficace. Et de faire entendre notre solidarité à l'Espagne de demain qui se débat contre un régime d'autant plus violent qu'il agonise. Si l'on n'a pas de possibilité plus directe, le geste le plus simple pourrait être d'expédier à toutes les adresses d'Espagne qu'on peut connaître une copie du message que nous avons porté.

COSTA-GAVRAS
REGIS DEBRAY
MICHEL FOUCAULT
JEAN LACOUTURE
R.-P. LAUDOUZE

CLAUDE MAURIAC, YVES MONTAND

Ce message, en voici le texte (en espagnol et en français) et ses signataires :

Once hombres y mujeres acaban de ser condenadas a muerte en España. Lo han sido por tribunales de excepción y sin tener derecho a ninguna clase de justicia, ni a la que reclama pruebas para condenarlos ni a la que da a los acusados el poder para defenderse, ni a la que les asegura por grave que sea la incriminación, la garantía de las leyes, ni a la que protege a los hombres enfermos, ni a la que prohíbe los malos tratos a los presos.

En Europa, hemos luchado durante mucho tiempo por esta justicia. Todavía hoy es necesario luchar por ella, cada vez que se encuentra amenazada. Nosotros no queremos afirmar inocencias, no tenemos los medios para hacerlo, ni mendigar una indulgencia tardía. El pasado del régimen español no nos permite ya esta paciencia, pero nosotros pedimos que las reglas fundamentales de la justicia sean respetadas para los hombres de España como para los de otros lugares.

ANDRE MALRAUX
PIERRE MENDES FRANCE
LOUIS ARAGON
JEAN-PAUL SARTRE
FRANÇOIS JACOB

Onze hommes et femmes viennent d'être condamnés à mort en Espagne. Ils l'ont été par des tribunaux d'exception et ils n'ont pas eu droit à la justice. Ni à celle qui réclame des preuves pour condamner. Ni à celle qui donne aux accusés le pouvoir de se défendre. Ni à celle qui leur assure — si grave que soit l'incrimination — la garantie des lois. Ni à celle qui protège les hommes malades. Ni à celle qui interdit les sévices sur les prisonniers.

On s'est longtemps battu en Europe pour cette justice. Il faut aujourd'hui encore lutter pour elle, chaque fois qu'elle est menacée. Nous ne voulons pas affirmer des innocences : nous n'en avons pas les moyens. Nous ne quêtions pas une indulgence tardive : le passé du régime espagnol ne nous permet plus cette patience. Nous demandons que les règles fondamentales de la justice soient respectées pour les hommes d'Espagne, comme pour ceux d'ailleurs.

ANDRE MALRAUX
PIERRE MENDES FRANCE
LOUIS ARAGON
JEAN-PAUL SARTRE
FRANÇOIS JACOB



sender quelques arguments. Lors du second, les avocats, puis leurs suppléants, furent tour à tour expulsés par le nouveau président — un colonel de Légion, cette fois — qui ne les autorisait à lui répondre que par oui ou par non et leur substitua, pour plus de commodité, des officiers qui n'avaient même pas eu le temps de feuilleter l'acte d'accusation. Cette fois, le franquisme revenait à ses sources, résumées par la phrase fameuse que Milan Astray, fondateur de la Légion, lançait à Mi-

guel de Unamuno : « Mort à l'intelligence !... »

D'autres contradictions éclatent enfin sur le plan politique. Ce ne sont plus les « tièdes », les anciens du régime, les Fraga et les Oreja, qui le quittent pour tenter de fabriquer en hâte une solution de rechange à la Carmanlis, pour fournir un *brain-trust* efficace et honorable au prince Juan Carlos : c'est de l'intérieur même du dernier carré de la « garde », du sein de la Phalange, que se détache un courant qui, sous l'étiquette d' « As-

sociation pour la réforme sociale », réclame le départ immédiat de Francisco Franco, la désignation de Juan Carlos à la tête de l'Etat, la grâce des condamnés à mort, la suppression de la peine de mort et l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Ce manifeste, dû à l'ancien dirigeant des Jeunesses phalangistes, Manuel del Castillo, est peut-être le coup le plus dur porté au cours des derniers mois au *Movimiento*, au Mouvement franquiste. Ce que le courageux et brillant Dionisio Ridruejo — mort voilà quelques semaines — n'avait pu faire en quittant la Phalange pour rejoindre le camp de la démocratie militante, parce que son geste venait trop tôt pour affaiblir un régime encore vigoureux, l'initiative de Castillo peut le réussir. Tel un lépreux, le corps du franquisme s'en va en lambeaux.

Dans la prison de Carabanchel, couturés de brûlures, saoulés de coups, drogués au penthotal, neuf hommes et deux femmes attendent une mort horrible que le « oui » presque imperceptible d'un vieillard isolé peut rendre demain imminent. Coupables, innocents ? Qui le sait ? En tout cas pas leurs juges. Ils n'ont pas été jugés. Il ne s'agit d'ailleurs ici ni de jugements ni de justice. Nous demandions à un grand écrivain espagnol, militant républicain de la guerre civile, dont Malraux fit le Guernico de « l'Espoir », s'il n'était pas inquiet, filé, menacé, depuis son retour à Madrid. Il riposta dans un sourire désolé : « Qui se soucie d'un vieillard ? Le seul crime, dans cette Espagne momifiée, c'est d'avoir vingt ans... »

JEAN LACOUTURE